

Nicolas Monceau
nmonceau@yahoo.com

Contribution à une sociologie politique des élites réformatrices
Le cas de la Fondation d'Histoire de Turquie
Trajectoires, mobilisation, attitudes
1980-2005

Thèse de science politique soutenue le 21 novembre 2006 à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble (Université Pierre Mendès France - Grenoble II). Mention très honorable avec félicitations du jury à l'unanimité.

Composition du jury :

Jean-François Bayart, Directeur de recherches au CNRS-CERI (rapporteur)

Gilles Dorronsoro, Professeur de science politique à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne (rapporteur)

Olivier Fillieule, Professeur de sociologie politique à l'Université de Lausanne (président)

Pascale Laborier, Professeure de science politique à l'Université de Picardie, directrice du Centre Marc Bloch de Berlin

Yves Schemeil, Professeur de science politique à l'IEP de Grenoble, membre de l'IUF, directeur de thèse

Mots-clés : élites - opinion publique - attitudes - action collective - démocratisation - réforme de l'histoire - nationalisme - Turquie et Europe - élargissement et intégration européenne

Résumé de la thèse :

Qui sont les acteurs du changement social et politique dans la Turquie d'aujourd'hui ? Comment se mobilisent les « promoteurs d'innovations » ? Dans quels systèmes d'opinions et d'attitudes forgent-ils leur action réformatrice ? Le rôle des élites est déterminant dans le processus de modernisation de la Turquie depuis la fondation de la République en 1923, et au-delà depuis les mouvements de réformes ottomanes d'inspiration occidentale lancés au milieu du XIX^e siècle. Les questions de la modernité, de la modernisation, du changement et de l'innovation sont inscrites au coeur du projet politique des gouvernements turcs depuis deux siècles.

Pour répondre à ces questions, nous avons choisi comme objet l'une des principales ONG turques en activité depuis les années 1990 : la Fondation d'Histoire de Turquie. Les buts de cette organisation visent à approfondir la conscience historique des citoyens turcs afin de promouvoir la démocratisation et la paix sociale en Turquie. Dans les années 1990, elle exerce un rôle pionnier et catalyseur dans le domaine éducatif et scientifique en contribuant à renouveler les travaux sur l'historiographie nationale par la formulation d'un nouveau discours sur l'histoire et la mise en œuvre d'une pluralité d'activités (publications et réunions, organisation de fêtes historiques sur le plan national comme les fêtes républicaines). Considérée comme l'une des ONG les plus dynamiques de Turquie, elle contribue dans le même temps à mobiliser un ensemble d'organisations non étatiques dans la perspective de coordonner un « mouvement organisé de la société civile » en Turquie. Développant des partenariats avec des organisations nationales et internationales (ONU, UE, Conseil de l'Europe, fondations européennes), elle participe activement au débat public en Turquie en approfondissant la réflexion historique sur des enjeux contemporains liés au processus d'intégration européenne de la Turquie.

En mobilisant des apports théoriques variés (sociologie des élites, phénomènes générationnels en politique, théorie de la mobilisation des ressources, sociologie des systèmes d'attitudes et d'opinions), ce travail s'appuie sur une enquête quantitative pionnière réalisée en langue turque auprès de plus de mille représentants des élites politiques, économiques et intellectuelles de Turquie, qui sont mobilisées autour de la Fondation d'Histoire, accompagnée d'une soixante d'entretiens semi-directifs (avec des ministres et députés, hommes d'affaires, universitaires et intellectuels, artistes et écrivains) et d'observations enrichies par une expérience ethnographique au terme d'un séjour de huit années sur le terrain. Fruit d'une collaboration franco-turque, ce travail de recherche est la première enquête de terrain menée par un laboratoire européen de recherche en sciences sociales sur la vie politique turque contemporaine dans le contexte actuel du processus d'intégration européenne de la Turquie. Les objectifs de cette enquête visent à mieux connaître les élites de Turquie, leurs trajectoires et profils socio-professionnels et politiques, ainsi qu'à mesurer leurs opinions et jugements politiques sur les grands enjeux liés à la construction européenne et à l'intégration européenne de la Turquie. Plusieurs thèmes sont abordés dans l'enquête, comme l'adhésion à l'Union européenne, la démocratie et les droits de l'Homme, et le rôle des autorités militaires, de la société civile et des élites dans la vie publique turque. Les questions de recherche qui sont abordées dans ce travail recourent d'autres aspects essentiels sur le rôle des élites dans les processus politiques : la place des hommes de science ou de création dans les sociétés en voie de démocratisation ; le poids des idéologies ou des systèmes de pensée construits dans la formulation ou l'expression des débats publics ; les processus de circulation des idées dans un groupe humain donné. L'interrogation porte ici sur la capacité d'influence des élites réformatrices en Turquie sur l'orientation de l'agenda politique et des débats publics, sur la définition de nouveaux enjeux et sur la diffusion de normes d'action publique sur le plan national et européen.

Trois dimensions d'analyse sont privilégiées dans ce travail. La première partie de la thèse vise à reconstituer le profil sociologique des élites turques qui sont mobilisées en faveur de l'intégration européenne et de la démocratisation de la Turquie. A travers la réalisation d'une étude sociographique des élites pro-européennes et pro-démocrates turques, l'enjeu consiste aussi à favoriser une compréhension plus profonde des interlocuteurs potentiels, sinon des partenaires, de l'Europe de demain. Par ailleurs, la connaissance des élites turques participant au mouvement de réformes est aujourd'hui essentielle pour mieux comprendre les processus de fonctionnement et les dynamiques de transformations de la Turquie dans le contexte actuel du processus d'intégration européenne. L'analyse du système de formation des élites en Turquie met en évidence le poids déterminant des modèles occidentaux qui se reflète dans la nature des capitaux culturels et sociaux des élites turques marquées par une forte culture cosmopolite. A travers l'étude du métier d'historien en Turquie, et de sa professionnalisation depuis les années 1960, ce travail montre plus précisément comment la « découverte » de l'histoire par une génération de politistes et d'économistes procède de l'introduction et de la diffusion du marxisme en Turquie dans le sillage du coup d'Etat militaire de 1960. Les trajectoires militantes des élites de Turquie sont appréhendées à travers deux dimensions principales. La combinaison des indicateurs de politisation, de participation politique et d'orientation idéologique permet de mesurer les attitudes et comportements politiques d'un groupe fortement politisé à gauche depuis les années 1960. Mais surtout, la reconstitution des parcours d'engagement et des cycles de mobilisation sur une période couvrant un demi-siècle (des années 1950 à nos jours) permet d'évaluer le poids de l'évolution du contexte politique sur les trajectoires individuelles et sociales, en particulier les continuités et ruptures dans l'engagement professionnel et militant. Dans cette perspective, l'accent est mis sur les effets de la dynamique cyclique des interventions militaires (trois interventions se sont déroulées en Turquie respectivement dans les années 1960, 1971 et 1980) sur les trajectoires socio-professionnelles et militantes des élites turques ainsi que sur le système politique, les libertés et droits individuels et sociaux, et les domaines éducatifs et intellectuels. La reconstitution des trajectoires éducatives, socioprofessionnelles et militantes des acteurs depuis les années 1960 conduit ainsi à développer une réflexion sur les interactions entre engagement et opportunités politiques dans un contexte national marqué par la succession de trois coups d'Etats militaires depuis la Seconde guerre mondiale. Si les élites « font » l'histoire collective, elles sont aussi largement le « produit » de cette histoire. Ce travail montre en particulier comment les élites appartenant à une même classe d'âge (aujourd'hui âgées de 55 ans et plus) ont été marquées durant leur jeunesse par un événement fondateur - le coup d'Etat militaire de 1960 - qui a joué un rôle cristallisateur dans la formation d'une génération politique dont la trajectoire connaîtra par la suite une succession de bifurcations puis de ruptures sur le plan professionnel et militant sous l'effet de la répression des interventions militaires de 1971 et de 1980 vécues comme des contre-révolutions. Le coup d'Etat militaire de 1980, par la forte recomposition politique et sociale qu'il entraîne, influe fortement sur la cristallisation de la participation non conventionnelle et sur l'investissement dans le militantisme moral (défense des droits de l'homme). A travers la prise en compte du poids des événements historiques - en particulier les coups d'Etat militaires - sur les trajectoires des élites turques, ce travail met parallèlement en lumière le rôle de l'Etat et d'un processus, celui de la modernisation, qui les façonnent tout autant qu'elles entreprennent d'en modifier le cours.

La seconde partie de la thèse s'attache à la sociologie de la mobilisation au sein de la Fondation d'Histoire. Elle vise à évaluer la spécificité de l'expérience militante en Turquie à travers l'engagement des élites turques dans une entreprise militante contemporaine qui s'avère emblématique des mutations politiques et sociales de la Turquie depuis les années 1980. L'enquête vise ici à éclairer la constitution d'une nouvelle entreprise militante à travers la mise à jour de réseaux pré-existants, dont l'origine comporte une dimension transnationale, ainsi que l'examen des principaux mécanismes d'adhésion à la nouvelle organisation. Plus largement, cette partie a pour but d'analyser les conditions et la signification de l'affirmation d'une « société civile » dans la Turquie des années 1990 à travers la prise en compte des opportunités et contraintes auxquelles est confrontée la mobilisation des élites réformatrices sur le plan politique et financier, et qui se traduisent notamment par un nouveau rapport avec l'Etat fondé sur la quête du consensus. Le choix de privilégier une ONG comme objet d'étude, rendu nécessaire par des contraintes méthodologiques de faisabilité de l'enquête de terrain auprès des élites réformatrices, permet aussi d'éclairer les enjeux d'un débat devenu central en Turquie depuis une vingtaine d'années dans le sillage du coup d'Etat militaire de 1980 : le développement et l'autonomisation d'une « société civile », condition de la démocratisation du pays face à un Etat perçu comme centralisateur et autoritaire. Ce travail montre comment la « société civile », dont le renforcement est soutenu financièrement par l'UE, représente désormais un

espace de mobilisation pour des élites marquées par une forte culture de l'Etat mais qui en ont été écartées par la répression mise en œuvre après l'intervention militaire de 1980. Dans cette perspective, l'engagement dans des organisations qui se revendiquent de la société civile - en particulier les organisations des droits de l'homme - peut être interprété davantage comme une mutation qu'un déclin de la participation politique dans la Turquie contemporaine. La spécificité de la Fondation d'Histoire est de se situer à la conjonction d'une trajectoire – celle de la génération de 1960 – et d'une période – celle des années 1990 dans le sillage de la libéralisation politique et économique amorcée après le coup d'Etat militaire de 1980. Il en résulte une série de contraintes et de paradoxes dans la mobilisation des élites qui gravitent autour de la Fondation, dont le plus emblématique est le choix de privilégier l'écriture du capitalisme turc par des historiens de gauche soucieux à l'origine d'écrire l'histoire du mouvement ouvrier en Turquie. En dépit des contraintes auxquelles elle est confrontée, la mobilisation de la Fondation sur les questions historiques la conduit à jouer un rôle pionnier et catalyseur dans la formulation de certains enjeux, comme la réforme des manuels scolaires. Dans la perspective de l'intégration européenne, l'enjeu demeure la socialisation de la jeunesse turque à l'Europe à travers la diffusion d'une conscience et d'une connaissance historiques communes. La dimension politique de la mobilisation vise ici à lutter contre la politisation de l'histoire en Turquie et l'hégémonie des courants nationalistes dans l'histoire officielle telle qu'elle est enseignée dans l'éducation nationale. En témoignent la volonté d'approfondir la conscience historique, conçue comme un enjeu de modernisation politique et sociale, ou l'action en faveur d'un renouveau des fêtes républicaines en Turquie dans la perspective de former un citoyen moderne.

Enfin, la troisième partie de la thèse interroge les perceptions d'enjeux fondamentaux pour la Turquie - l'Europe et la démocratie - à travers l'étude des attitudes et opinions des élites réformatrices dans une perspective comparative avec celles des citoyens turcs et des citoyens européens. Elle contribue ainsi à mieux saisir les enjeux des débats actuels sur l'avenir de l'Europe suscités par la candidature de la Turquie, qui portent en particulier autour des questions du déficit démocratique de l'Europe, dont témoignerait le décalage entre les décisions des élites politiques et les aspirations des citoyens européens, de la notion d'identité européenne ou encore des frontières de l'Europe. Ce travail parvient à la conclusion qu'il existe un soutien élitaire en Turquie à l'adhésion à l'UE et valide la thèse du « consensus permissif » au cas de la Turquie. En s'appuyant sur les grandes enquêtes internationales comme les Eurobaromètres et les enquêtes sur les valeurs mondiales, il met en avant les perceptions différenciées de l'Europe parmi les élites et les citoyens de Turquie ainsi que l'évolution du sentiment d'appartenance nationale et européenne en Turquie. Il donne également des éléments de réflexion sur la conversion progressive à l'Europe de la génération politique de 1960, dont l'orientation marxiste l'a conduit à s'opposer largement à l'intégration européenne de la Turquie dans les années 1960, et permet d'appréhender la culture politique d'une catégorie de « démocrates révolutionnaires », à l'intersection de la socialisation partisane des années 1960 et du potentiel protestataire dirigé contre le régime militaire dans les années 1980. Plus largement, ce travail permet de mieux saisir les places respectives de l'enjeu européen dans la Turquie d'aujourd'hui et de l'enjeu turc dans l'Europe d'aujourd'hui.